

### **L'ANSCHLUSS DE LA RDA, PREMIERE EXTENSION DE L'OTAN EN 1990**

(et une réussite néolibérale spectaculaire)

*Jean-Marc Royer*

Avant d'en venir aux fantômes de Tchernobyl ressuscités par Poutine – actualisant ainsi en Ukraine des périls nucléaires inédits depuis six décennies –, avant d'en venir à la traduction inédite en français d'archives des entretiens et documents échangés en 1990 entre les occidentaux et l'URSS à propos du statut de l'Allemagne, de l'OTAN et de la présence états-unienne en Europe, il nous a semblé important de décrire ce que fut au fond cette annexion de la République Démocratique Allemande (RDA, aussi appelée Allemagne de l'Est) car elle cristallise à elle seule plusieurs événements majeurs en une Histoire encore trop souvent écrite par les vainqueurs. Et puisque selon Simone Weil, « l'esprit historique consiste à croire les meurtriers sur parole »<sup>1</sup>, il nous a semblé qu'il fallait y voir de plus près.

#### **Introduction**

Pour exposer les conséquences de moyen et long terme de ce qui s'est passé au moment de la « chute du mur de Berlin » entre 1989 et 1991, c'est tout un ouvrage qu'il serait nécessaire d'ajouter à ceux qui ont été déjà écrits<sup>2</sup>. Il serait par exemple fort utile d'analyser en détail les rapports des commissions d'enquêtes du Bundestag de 1993 et 1998 à ce sujet, malgré la restriction d'accès aux archives à laquelle elles se sont heurtées. Toujours est-il qu'en étudiant ce qui est encore inconsiderement qualifié de « réunification allemande », des éclaircissements remarquablement intéressants sont apparus concernant la vraie nature du néolibéralisme, la mise au pas de la Grèce par la Troïka en 2015, la politique de Margaret Thatcher et même – aussi étonnant que cela paraisse – le paiement des dettes de guerres dues par l'État Allemand (un serpent de mer pérenne depuis un siècle)<sup>3</sup>. Par ailleurs, dans les territoires de l'ex-RDA<sup>4</sup> confrontés à une profonde désagrégation après 1991, une des conséquences inattendues aura malheureusement été la résurgence des extrêmes droites<sup>5</sup>.

En toile de fond, il se jouait autre chose d'au moins aussi important et dont nous voyons, trente ans après, les graves conséquences en Europe : qu'allait-il advenir des rapports Est-Ouest, de l'URSS, de sa place sur le vieux continent et du pacte de Varsovie ? Avec ladite « réunification allemande », l'OTAN allait-elle immédiatement s'étendre sur les territoires de l'ex-RDA et jusqu'aux frontières de la Pologne ?

Mais revenons aux prémisses du sujet. Durant l'année 1989, la population de la RDA a écrit sa propre histoire après avoir supporté quarante années de stalinisme : les manifestations de masse à Berlin-Est, Leipzig, Dresde ont finalement destitué l'État-parti-patron, sa police politique omniprésente

---

<sup>1</sup> Simone Weil, *L'enracinement, prélude à une déclaration des devoirs envers l'être humain*, Paris, Gallimard, 1949, p. 290.

<sup>2</sup> Citons à ce propos les ouvrages de Fritz Vilmar et Gislaine Guittard, *La Face cachée de l'unification allemande*, L'Atelier, Paris, 1999. Vladimiro Giacché, *Le Second Anschluss. L'annexion de la RDA*, éditions Delga, Paris, 2015. Sonia Combe, *La Loyauté à tout prix. Les floués du « socialisme réel »*, Le Bord de l'eau, Lormont, 2019. Henri Ménudier (dir.), *La RDA 1949-1990. Du stalinisme à la liberté*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 1990. Dans leur article intitulé « Il y a trente ans, la chute du mur de Berlin - Allemagne de l'Est, histoire d'une annexion », Le Monde Diplomatique, novembre 2019, Rachel Knaebel et Pierre Rimbart ont attiré notre attention sur cet épisode historique important. Qu'ils en soient remerciés.

<sup>3</sup> Cf. l'annexe sur les dettes de Guerre allemandes.

<sup>4</sup> RDA : République Démocratique Allemande (Allemagne de l'Est). RFA : République Fédérale d'Allemagne, à l'Ouest, avec un Bundestag (chambre des députés) et un Bundesrat (conseil fédéral représentant les Länders)

<sup>5</sup> À l'été 2020, on découvrit d'abord qu'une unité des forces spéciales de l'armée allemande était infiltrée par l'extrême droite et qu'outre des comportements nostalgiques du nazisme, des munitions avaient disparu. Peu de temps après, c'est dans la police que vingt-neuf policiers furent mis à pied pour avoir diffusé de la propagande d'extrême droite (croix gammées, portraits d'Hitler, photomontage montrant des réfugiés dans une chambre à gaz). Thomas Wieder, Le Monde, 1<sup>er</sup> juillet et 17 septembre 2020.

(la Stasi), ses médias aux ordres. Dans les semaines qui suivirent la chute du mur, l'écrasante majorité des habitants aspirait non à « l'unification », mais à une RDA démocratique comme l'appel du 26 novembre le proclamait (voir la chronologie plus bas). Mais au début de l'année suivante, Bonn allait rapidement siffler la fin de la récréation, tandis que des morceaux du mur de Berlin étaient recyclés dans les galeries de l'industrie culturelle occidentale. Et en effet, l'histoire s'est rapidement retournée entre le 1<sup>er</sup> février 1990 et le 18 mars, c'est-à-dire en un peu plus d'un mois.

En se faisant l'avocat d'une histoire sentimentale de retrouvailles avec les « malheureuses victimes de l'Est », le gouvernement Kohl s'est lui-même crédité d'une formidable générosité en 1990. Quand une fois encore il apparaît que l'idéologie s'échafaude sur une tête d'épingle de vérité, telle une pyramide inversée dont les dimensions feraient pâlir d'envie les pharaons de la IV<sup>e</sup> dynastie.

Grâce au soutien de G. W. Bush et à l'accord d'un Mikhaïl Gorbatchev affaibli, le chancelier conservateur de la République fédérale d'Allemagne Helmut Kohl constitue alors « l'Alliance pour l'Allemagne » une coalition de conservateurs et de libéraux qui lui permettra de remporter les élections législatives en RDA ; à l'encontre de tous les avis économiques entendus, il décide d'un taux de change monétaire qui s'avèrera être une puissante arme de guerre puis il crée la fameuse Treuhandanstalt, une agence destinée à tout solder en RDA et décide de se passer de la rédaction d'une nouvelle constitution qui aurait dû être approuvée par l'ensemble des Allemands, conformément à ce que prévoit la « Loi Fondamentale » adoptée en 1949. Autant d'initiatives politiques qui s'avèreront décisives.

Lorsque le 6 février 1990 Helmut Kohl a proposé d'échanger les deutschmarks de l'Est au taux de « un pour un », il s'agissait surtout de remporter les élections législatives prévues le 18 mars en RDA et en effet, cette promesse a enthousiasmé ses habitants, affrontés depuis longtemps aux pénuries. Au même moment, les industriels de l'Ouest se virent ouvrir les portes d'un marché de 16 millions de consommateurs. Mais ce n'était qu'un début.

Des premières (et dernières) « élections libres » à la « Chambre du Peuple » du 18 mars, Egon Bahr – ancien ministre social-démocrate de RFA et principal initiateur de feu l'Ostpolitik – dira que ce furent les « *élections les plus sales [qu'il ait] observées dans [sa] vie*<sup>6</sup> ». Il en sortira une assemblée législative éphémère – six mois d'existence – et majoritairement dirigée par les conservateurs de l'Ouest qui soutiendront sans faille les intérêts et la politique néolibérale dans deux domaines essentiels : la méthode de « réunification » et son statut constitutionnel d'une part et d'autre part ce qui s'est avéré être ni plus ni moins qu'un pillage systémique de la RDA grâce aux menées de la Treuhandanstalt. En dernier lieu, nous viendrons aux déstructurations culturelles et politiques qui les ont accompagnés.

Introduction : Nous estimons qu'il s'impose, dans tout ce que nous allons faire et décider maintenant, de respecter les opinions, avis et recommandations de l'opposition en RDA. [...]

Troisième point : L'essor économique ne sera possible que si la RDA s'ouvre aux investissements occidentaux, crée des conditions d'économie de marché et permet des activités d'économie privée<sup>7</sup>. H. Kohl, 1989.

### **Une étrange méthode de « réunification »**

Wolfgang Schäuble, le négociateur de « l'unification » pour la RFA a déclaré devant ses homologues de la RDA : « *Nous ne partons pas du principe de légitimité égale. Il y a la Loi Fondamentale et il y a la République Fédérale Allemande. Nous partons du principe que vous en avez*

<sup>6</sup> Rachel Knaebel et Pierre Rimbart, *art. cité*.

<sup>7</sup> Le 28 novembre 1989, Helmut Kohl, chancelier de la République fédérale d'Allemagne (RFA), présente au Bundestag son plan en dix points devant conduire à la réunification de l'Allemagne. La première citation est tirée de l'introduction, la seconde du troisième point...

*été exclu pendant quarante ans*<sup>8</sup> ». On appréciera à sa juste valeur la manière d'aborder cette négociation et les méthodes de W. Schäuble qui seront de nouveau d'actualité en 2015 lors de « la crise grecque ». Mais d'où vient cette « Loi Fondamentale » à laquelle il fait allusion ?

En 1949, les hommes politiques de la RFA obtinrent que l'expression « loi fondamentale » remplace le mot de Constitution afin de signifier que le temps de celle-ci n'était pas encore venu (des forces d'occupation militaires alliées étaient encore présentes sur les sols allemands) et ne pouvait pas valoir pour l'ensemble de la population allemande encore séparée par le mur : c'était en quelque sorte un texte transitoire en attendant de rédiger et de faire approuver une constitution par un « peuple allemand réunifié et souverain ». L'article 146 prévoyait ladite réunification : « *La présente Loi fondamentale, [...] devient caduque le jour de l'entrée en vigueur d'une constitution adoptée par le peuple allemand en pleine liberté de décision.* » Cela prescrivait de facto la saisie de la population allemande réunifiée sur une nouvelle constitution par voie référendaire.

« On trouve peu de dispositions constitutionnelles dans lesquelles le lien entre l'usage du pouvoir constituant et l'autodétermination politique est aussi clairement exprimé, mais ce n'est pas la solution d'une nouvelle constitution allemande qu'adopta le chancelier Kohl [en 1990]. Il préféra recourir à l'article 23 de la Loi fondamentale relative à l'adhésion à la RFA. La raison en était purement pragmatique : il fallait aller très vite...<sup>9</sup> » et opérer cinq tours de passe-passe :

1) Selon les termes de cet article 23, « La présente Loi fondamentale s'applique tout d'abord dans le territoire des Länders [existants à l'Ouest]. Pour les autres parties de l'Allemagne de l'Est, elle entrera en vigueur après leur adhésion ». Comme il n'y avait pas de Länders à l'Est, il fallut donc rapidement en créer cinq (loi constitutionnelle est-allemande du 22 juillet 1990) qui n'eurent finalement pas leur mot à dire : « On aurait pu alors penser que ces [nouveaux] Länders allaient faire une demande individuelle et séparée d'adhésion, mais ce fut en réalité la Chambre populaire de la RDA [nouvellement élue et à majorité CDU] qui, agissant au nom et pour le compte des Länders de la RDA, demanda le 23 août 1990, d'adhérer à l'Allemagne fédérale.<sup>10</sup> » En fait, il s'est agi d'un détournement de l'article 23 lui-même, car ces Länders ne furent pas créés pour eux-mêmes, mais pour accélérer un processus d'annexion qui, du même coup, mettait hors-jeu l'État de la RDA en tant qu'entité juridique et politique. Mais ce ne fut pas tout.

2) Cette demande d'adhésion du 23 août en provenance de la nouvelle « Chambre du Peuple » fut prise en compte et acceptée. La signature du « Traité d'Union » eut lieu huit jours plus tard. Par ce traité négocié entre Wolfgang Schäuble pour la RFA et Günther Krause pour la RDA, les nouveaux Länders de l'Est étaient officiellement admis en RFA. Cela fut approuvé le 20 septembre 1990, à l'Ouest par le Bundestag et à l'Est par la Chambre du Peuple, puis le lendemain par le Bundesrat de la RFA. Son entrée en vigueur fut fixée au 28 septembre mais ce traité n'a toutefois déployé tous ses effets qu'à la date du 3 octobre 1990 ; en effet il fallait à minima que les Länders est-allemands approuvent finalement *tout le processus d'adhésion (et non « d'unification »)* enclenché en leur nom et alors qu'ils venaient à peine d'être créés.

3) Ce traité d'Union a eu peu d'influence sur la structure politique de l'Allemagne fédérale. Les principales modifications furent le transfert de la capitale de Bonn à Berlin et la modification de la représentation des Länders au sein du Bundesrat... afin de renforcer le poids des Länders de l'Ouest les plus peuplés.

4) La Cour constitutionnelle de Karlsruhe refuse toujours de qualifier le « Traité d'Unification » de

<sup>8</sup> Interview de Vladimir Giacché par Romaric Godin, « L'ex-RDA est un Mezzogiorno au centre de l'Europe », La Tribune, 2 octobre 2015.

<sup>9</sup> Olivier Beaud, constitutionnaliste à Assas, prétend réfuter le qualificatif d'annexion mais ses arguments sont faibles et assez facilement démontables in « La réunification allemande : une annexion de la rda par la rfa ? une réfutation », Blog Juspoliticum, 11 novembre 2011.

<sup>10</sup> Olivier Beaud, *art. cité*.

traité international, faute d'admettre que la RDA ait été, au regard du droit de la RFA, un État « étranger ». Ainsi, en niant qu'il ait pu exister un État nommé RDA elle se garde du même coup d'avoir avalisé une annexion de fait. Tout cela fut assez bien agencé.

5) Initialement prévue, la rédaction d'une nouvelle constitution issue de ladite réunification n'a toujours pas eu lieu. La Loi Fondamentale a été légèrement retouchée mais n'a jusqu'à aujourd'hui jamais fait l'objet d'un référendum.

Dans les faits, ladite réunification qui avait débuté par un acte d'autodétermination politique du peuple est-allemand dans les rues, s'est poursuivie finalement dans des bureaux feutrés par une procédure juridique qui l'en a politiquement exclu. In fine, la RFA n'a jamais cessé d'exister, elle s'est seulement agrandie, et « l'unification » allemande n'aura été qu'une absorption de la RDA facilitée par la dénégation de son existence juridique. Manifestement, une occasion de réfléchir aux fondements d'une nouvelle manière de vivre et de faire société a été sciemment sabordée à ce moment-là. Il aurait fallu par exemple réfléchir au droit de la nationalité (droit du sang comme en RFA ou droit du sol comme en RDA ?), au système scolaire qui présentait de nombreuses faiblesses à l'Ouest, à la question du droit du travail et à celui du logement qui étaient des garanties pour les citoyens de la RDA, à la législation sur l'avortement, plus libérale à l'Est etc. Au lieu de cela, on a arbitré sur toutes ces questions en faveur du modèle néolibéral de la RFA<sup>11</sup>. Mais ce n'est pas tout.

### ***De quelques suites du « traité d'union monétaire, économique et sociale » du 18 mai***

Notons tout d'abord que le gouvernement provisoire de la RDA (aux mains de la CDU, rappelons-le), fut reconnu apte à signer le traité « d'union économique et monétaire » du 18 mai. Celui-ci stipulait :

*« L'union économique repose sur l'économie sociale de marché en tant qu'ordre économique commun des deux parties contractantes. Ce dernier est déterminé en particulier par la propriété privée, la concurrence, la liberté des prix ainsi que par la libre circulation fondamentale de la main-d'œuvre, des capitaux, des biens et des services »* (article premier). *« Les dispositions de la Constitution de la République démocratique allemande sur les fondements jusque-là socialistes de la société et de l'État ne seront plus appliquées »* (article 2).

Cela témoignait clairement de la conversion à une économie de marché et... en fait au néolibéralisme Ouest-allemand. En conséquence, les prix réels des biens et des services produits à l'Est ont bondi de 300 à 400 % après la mise en oeuvre du traité, le 1<sup>er</sup> juillet. Les entreprises ont alors perdu leurs positions, non seulement sur le marché intérieur, capté par les groupes occidentaux, mais également à l'Est, notamment avec l'URSS, qui absorbait auparavant 60 à 80 % des exportations est-allemandes. Le pays ingurgite à ce moment-là *« un remède de cheval qu'aucune économie ne serait en mesure de supporter »*<sup>12</sup>, ce qui entraînera une chute des trois quarts de sa production en deux ans.

Tandis qu'on dénoncera le sous-équipement et « l'arriération de l'ex RDA », les transferts de fonds publics de l'Ouest vers les nouveaux Länders financeront des biens et des services acquis par des entreprises de la RFA et se métamorphosent ainsi en profits garantis par le tout nouvel État. *« En vérité, les cinq années de "construction de l'Est" ont représenté le plus grand programme d'enrichissement des Allemands de l'Ouest jamais mis en oeuvre »*<sup>13</sup>. » Mais il y a encore plus grave.

Jamais dans l'histoire économique une telle entreprise n'avait été tentée : vendre la quasi-intégralité

<sup>11</sup> Élisabeth Goudin, « Ce qui reste de la RDA, 1989-2019 », La vie des idées, 15 mars 2019.

<sup>12</sup> D'après l'ex-président de la Bundesbank Karl Otto Pöhl, cité par Rachel Knaebel et Pierre Rimbert.

<sup>13</sup> Henning Voscherau, ancien maire de Hambourg (SPD) en 1996, cité par Rachel Knaebel et Pierre Rimbert.

de l'économie d'un pays. Même le programme du pionnier de la privatisation, l'ex-première ministre anglaise Margaret Thatcher, ne peut se mesurer à cela, puisqu'il représente à ce jour environ [49 Mds d'euros]. Et pour effectuer cet exercice, la Dame dite de fer a mis presque dix ans.<sup>14</sup>

### ***La Treuhand a organisé la plus grande privatisation de l'histoire récente***

La Treuhand, abrégé de Treuhandanstalt, créée le 1<sup>er</sup> mars 1990, avait été imaginée dans les cercles dissidents et les mouvements civiques de RDA afin de redistribuer les parts des entreprises d'État à sa population. Cette « *société fiduciaire pour la préservation des droits des citoyens est-allemands sur le patrimoine du peuple de RDA* » reçoit donc la propriété de la quasi-totalité des entreprises et biens d'État soit 8 000 combinats et sociétés, avec leurs 32 000 établissements. Son empire immobilier s'étend des aciéries aux colonies de vacances en passant par les épiceries ou les cinémas de quartier et sa surface foncière représentait 57 % de celle de la RDA. Cette institution, devenue en une nuit le plus grand conglomérat du monde préside alors aux destinées de 4,1 millions de salariés (45 % des actifs).

Mais le triomphe des conservateurs aux élections est-allemandes du 18 mars<sup>15</sup> change opportunément la donne : le 17 juin, soit deux semaines avant l'entrée en vigueur de l'union monétaire, économique et sociale, l'éphémère « Chambre du Peuple » adopte dans l'urgence une « loi pour la privatisation et l'organisation du patrimoine du peuple » qui transforme les buts de la Treuhand<sup>16</sup> pour les orienter vers la privatisation complète de l'économie et des actifs de l'Est. Pour la superviser, le ministère des finances de la RFA y installe un cabinet peuplé de cadres issus de sociétés de conseil comme KPMG, McKinsey, Roland Berger...

En langage des affaires, ce n'est pas une fusion, c'est une acquisition. La république fédérale d'Allemagne est en train d'acquérir la république démocratique d'Allemagne sur la base des valeurs et de l'économie Ouest-allemande<sup>17</sup>.

À sa dissolution, le 31 décembre 1994, la Treuhand aura privatisé ou liquidé l'essentiel de ce qui lui avait été confié et pourra s'enorgueillir d'un bilan sans équivalent dans l'histoire économique contemporaine : 2,5 millions d'emplois détruits, un pays ruiné par des « pertes » évaluées à 256 milliards de marks pour un actif initial net estimé par son propre président, en octobre 1990, à 600 milliards<sup>18</sup>. Ce prodige du néolibéralisme représente pour Mme Luft, dernière ministre de l'économie de la RDA, « *la plus grande destruction de capital productif en temps de paix* ». Le transfert de richesses de l'Est vers l'Ouest a été considérable : 80 % des biens industriels administrés par la Treuhand sont tombés dans les mains d'Allemands de l'Ouest. Quatre grandes banques de l'Ouest, qui avaient acheté les banques de RDA pour 824 millions de marks, se retrouvèrent à la tête de 40,5 milliards de marks de créances. Un directeur de la Treuhand expliquera plus tard « qu'aucune grande banque allemande n'a risqué le moindre mark, tout était garanti par le nouvel État ». Les 5 700 travailleurs de Pentacon à Dresde (une marque célèbre pour avoir créé les appareils photographiques Reflex et pour la qualité de ses objectifs Zeiss-Ikon) ont été remerciés. KruppStahl a acheté avec des subsides de l'État le laminoir d'Oranienburg, et l'a fait arrêter en 1993. Des entreprises modernes comme la mine de potassium de Bischofferode ont été fermées et les travailleurs mis à la porte parce

<sup>14</sup> « La plus grande privatisation du monde. Très critiquée, la Treuhandanstalt, l'organisme chargé de vendre l'ex-RDA, a engagé un travail de titan. 450 entreprises ont déjà été privatisées. Il en reste encore 9 200 », Le Monde, 8 février 1991.

<sup>15</sup> Cf. « Les élections du 18 mars 1990 » in Henri Ménudier, *op. cit.*, p. 89 à 100.

<sup>16</sup> Sa direction est confiée à des membres du haut-patronat ouest-allemand. Son premier président est l'ex-directeur général d'IBM, qui cède sa place en aout 1990 au président du groupe métallurgique Hoesch. En quatre ans d'activité, les collaborateurs externes de la Treuhand ont englouti 1,3 milliard de marks, dont 460 millions en conseils pour la seule année 1992. « Treuhand » sur Wikipédia et Le monde Diplomatique, *art. cité*.

<sup>17</sup> Doyen de l'école d'administration Kennedy, cité par Frédéric F. Clairmont in Le Monde diplomatique, Avril 1990, p. 14-15.

<sup>18</sup> Marcus Böick, Die Treuhand. Idee-Praxis-Erfahrung, 1990-1994, Goettingue, Wallstein Verlag, 2018. Rohwedder, le président du Conseil d'administration de Hoesch AG était membre de nombreux autres conseils d'administration dans les plus grosses entreprises allemandes.

que BASF voulait éliminer la concurrence est-allemande. Même Birgit Breuel, autre présidente de l'agence, reconnaîtra en 1994 qu'au moins 20 % des investisseurs n'ont pas tenu leurs engagements et qu'il y avait des promoteurs qui achetaient des entreprises pour s'en débarrasser et spéculer sur l'immobilier. Par ailleurs, grâce au système de dégrèvement d'impôt de 50 % de la valeur des biens achetés, près des trois quarts du foncier et des immeubles sur le territoire de l'ex-RDA appartiennent aujourd'hui à des Allemands de l'Ouest<sup>19</sup>.

Cette collusion entre la Treuhand, le gouvernement conservateur et le patronat Ouest-allemand, ainsi que la liquidation d'entreprises largement bénéficiaires (la compagnie aérienne Interflug, les raffineries Leuna, les usines de Pentacon, les mines de potasses, l'entreprise de recyclage Sero, etc.) ont nourri la conviction que la Treuhand cherchait essentiellement à éliminer du marché toute concurrence susceptible de faire baisser les marges des groupes ouest-allemands. Cerise sur le gâteau, en 1994, la Treuhand a fini avec un déficit de 270 milliards de marks (140 Mds €) qui furent attribués aux régimes sociaux (sécurité sociale, retraites, chômage), ce qui a conduit à une crise de ces caisses<sup>20</sup>.

La dissolution de la Treuhand fut largement symbolique. Sous la tutelle du ministère allemand des Finances, cinq sociétés, employant un total de 4.000 salariés (soit seulement 500 à 600 de moins qu'au 31 décembre 1994), veilleront au respect des contrats signés par la Treuhand et géreront les biens immobiliers...<sup>21</sup>

### ***Les dessous de « l'affaire du siècle » sont encore largement méconnus***

« Détournement de subventions lors de la vente de la raffinerie de Leuna à Elf-Aquitaine en 1991 ; cadres corrompus découverts en 1993 à l'agence de Halle ; siphonnage de centaines de millions de marks accordés à Bremer Vulkan pour redresser les chantiers navals de Rostock et Wismar avec 15 000 licenciements à la clé<sup>22</sup> » etc. Un terme spécifique, la « criminalité de l'unification » est apparu pour nommer le cortège de malversations découvert. Deux commissions d'enquête parlementaires ont travaillé sur le sujet en 1993 et en 1998, mais d'après le député social-démocrate Otto Schily, le ministère des finances entrave toujours la consultation exhaustive des dossiers et des contrats ; en effet, 80 % des documents communiqués par le ministère des Finances portaient la mention « Secret d'État » et n'étaient donc pas consultables par cette commission d'enquête, ce qu'a dénoncé son président : « *Le gouvernement et la Treuhandanstalt ont abrogé le droit de contrôle parlementaire comme aucun gouvernement démocratique légitime n'avait osé le faire depuis 1945* ». Die Linke réclame une nouvelle commission d'enquête parlementaire qui accèderait aux documents mis au secret en 1990<sup>23</sup>.

### ***Les conséquences pour la population : annexion, Anschluss ou colonisation ?***

C'est une évidence généralement acceptée, mais c'est surtout le signe d'un échec ; trente ans après, l'Allemagne est encore divisée en Allemands de l'Ouest ou *Wessis* et Allemands de l'Est ou *Ossis*, lesquels sont en permanence appelés à se justifier : collectivement ou individuellement, on les dit encore complices de l'ancien système. Or, quoi qu'il en soit, « la dictature du SED n'épuise pas les souvenirs de la RDA dans la mémoire collective. Personne ou presque ne nie l'occupation militaire par les troupes soviétiques, l'utilisation de la torture contre les opposants politiques, l'appareil de répression extrêmement développé, l'absence de liberté ; mais cela ne signifie pas que la société de

---

<sup>19</sup> Lisa Goudin, *art. cité*.

<sup>20</sup> Herwig Lerouge, « La privatisation de la RDA : un exemple pour la Grèce ? », *Solidaire*, 2 octobre 2015.

<sup>21</sup> Lorraine Millot, « Mission accomplie. La Treuhand s'autodétruit », *Libération*, 2 janvier 1995.

<sup>22</sup> Rachel Knaebel et Pierre Rimbert, *art. cité*. La commission parlementaire de 1998 a situé le montant des malversations entre 3 et 6 milliards de marks, sans parler des émoluments somptueux des liquidateurs (44 000 marks de prime par privatisation, 88 000 en cas de dépassement d'objectif).

<sup>23</sup> Sept archivistes ont été embauchés pour dépouiller les 45 kilomètres de dossiers de la Treuhand, alors que 1 400 employés sont dévolus aux papiers de la Stasi... Rachel Knaebel et Pierre Rimbert, Lisa Goudin, *art. cités*.

RDA se résumait à un affrontement entre bourreaux et victimes<sup>24</sup> », entre ceux qui espionnaient pour le compte de la Stasi ou ceux qui étaient espionnés et que de son passé, tout était à jeter. Il n'empêche qu'en quelques mois on a détruit l'ensemble des cadres institutionnels, modifié toutes les lois et en particulier les plus protectrices, sapé les relations sociales.

Une des conséquences de cette annexion fut un effondrement inédit du taux de la natalité : en 1994, il était de 0,77 enfant par femme dans l'ex-RDA. Dans aucun autre État dans le monde et à aucune époque depuis qu'il est connu, on n'a enregistré un taux aussi bas. Le fait de ne plus se projeter dans la parentalité vient évidemment de l'incertitude sur l'avenir et de la trop grande précarité de la situation sociale, mais aussi de la rapidité des bouleversements. Le vieillissement de la population, le dépeuplement des villes et l'émigration massive viennent confirmer cette observation : depuis 1991 les territoires de l'Est ont perdu deux millions de personnes, soit un huitième de la population. Par ailleurs, un citoyen qui vit en Allemagne de l'Est a encore deux fois plus de chances d'être chômeur que s'il vivait à l'Ouest, et lorsqu'il travaille, il perçoit un salaire inférieur de 25 % à ce qu'il percevrait à l'Ouest<sup>25</sup>.

Tous les instituts et les académies de l'Est ont été liquidés en un temps record. Les cadres administratifs, scientifiques et culturels de l'ex-RDA, ont été totalement évincés. Pour le justifier, certains, tel le juriste et éditorialiste Arnulf Baring, ont écrit des citoyens de l'Est qu'ils avaient été « mentalement altérés par le régime collectiviste », et qu'ils étaient donc devenus malgré eux un « élément retardateur d'un point de vue systémique » : un argument qui n'est pas sans rappeler ceux qui furent à l'origine de la pratique eugéniste de l'Aktion T4 en 1939. Ces actes et ces propos ont évidemment contribué à engendrer dans une large frange de la population de l'ex-Allemagne de l'Est, la sensation d'avoir été colonisée<sup>26</sup>... sensation qui n'est pas sans fondements : il n'est qu'à lire le tableau intelligemment documenté que fait Jean-Paul Barbe des littératures, du livre, du théâtre, du roman, de la poésie de RDA qui allaient sombrer corps et biens<sup>27</sup>.

Mais, noyée dans l'euphorie de la liberté consumériste généreusement attribuée par les autorités de la RFA, ce qui est passé tout aussi inaperçu que ces destructions sociales et culturelles, c'est que l'immense mouvement démocratique de 1989 fut gravement défait par une politique de domination tous azimuts qui entraîna une résignation, une dépolitisation profonde et durable chez les allemands de l'Est, surtout chez les plus engagés dans le renouveau démocratique. Conformément aux préceptes néolibéraux, il n'y avait plus de société en RDA, que les acteurs nus d'un marché agrandi : ce fut le terrain adéquat à la renaissance d'une extrême-droite qui allait se nommer Pegida puis Afd<sup>28</sup>.

Or, le fait de mettre de facto sous tutelle généralisée un territoire dit « moins développé » ou peu peuplé, ressort d'un processus de colonisation – fut-il établi sans l'usage des armes – que le procédé soit de caractère économique, politique ou culturel et qu'il ait pour but l'exploitation d'avantages réels (matière première, main-d'œuvre, position stratégique, espace vital, etc.) ou bien supposés tels. Le « développement d'une civilisation » ou une quelconque « mission civilisatrice » en fut toujours le mobile et en l'occurrence, cela se vérifiera une fois de plus.

Si les procès de colonisation ou d'annexion se différencient essentiellement par les degrés de discriminations qui résultent de leurs statuts économiques, culturels et juridiques, une rupture radicale et traumatique avec le passé, une acculturation des personnes assujetties aux valeurs des

---

<sup>24</sup> Lisa Goudin, *art. cité*.

<sup>25</sup> Interviews de Vladimiro Giacché par Romaric Godin, « L'ex-RDA est un Mezzogiorno au centre de l'Europe », La Tribune, 2 octobre 2015.

<sup>26</sup> Cf. à ce sujet « Vladimiro Giacché : Vingt-sept ans après, l'Allemagne de l'Est ne s'est pas remise de son annexion par l'Ouest », interview reprise par LVSL, Médiapart, Lescrises... dernier trimestre 2017.

<sup>27</sup> Jean-Paul Barbe, « Parnasse à céder ? Evolution de la vie littéraire en RDA » in Henri Ménudier (dir.), *opus cité*, p. 162 à 171.

<sup>28</sup> Pegida, « les Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident » et Afd, « Alternative pour l'Allemagne », deux partis d'extrême droite.

conquérants et l'intégration sans trace des vaincus dans l'histoire des vainqueurs, sont les signes d'une dépossession de l'être qui caractérise la colonisation ou sa version économique moderne : la prolétarianisation.

### ***Un cas d'école qui préfigurait les agissements de la Troïka en Grèce***

A l'occasion d'un des mémorandums auxquels la Grèce a été soumise, la création du « fond de privatisation » fut visiblement inspirée par la Treuhand allemande. Depuis 2011, ce modèle fut explicitement proposé par Jean-Claude Juncker, un personnage controversé sur plusieurs plans<sup>29</sup>, qui était alors président de l'Eurogroupe puis fut président de la Commission européenne jusqu'en 2019. Il avait affirmé : « *Je saluerais avec plaisir le fait que nos amis grecs créent une agence de privatisation indépendante, sur le modèle de la Treuhandanstalt allemande, dans laquelle des experts étrangers auraient aussi une place*<sup>30</sup> », ce qui fut fait dans le dernier « plan de sauvetage » imposé à la Grèce et signé par le gouvernement Tsipras à l'été 2015. Il s'agissait en substance d'exproprier une partie du patrimoine public grec et de le confier à une société placée sous le contrôle des créanciers. En octobre 2016, Vladimiro Giacché « a participé à un congrès à Berlin durant lequel a été mise en évidence la continuité entre les privatisations opérées par la Treuhandanstalt et les mesures imposées par la Troïka et l'Eurogroupe à la Grèce »<sup>31</sup>. Quoiqu'avec une intensité moindre, on a alors pu observer des phénomènes semblables à ceux qui s'étaient déroulés en Allemagne de l'Est après ladite réunification. C'est un autre aspect considérable et peu connu de ces « affaires ».



« UE 2015 : la Grèce a été assignée à sa place ». Source : @HeuteShow via ZeroHedge

### ***Les dettes de guerre allemandes***<sup>32</sup>

Lors du processus d'annexion, le fait que la RDA ait payé 700 Mds de marks-ouest au titre des réparations de guerre dues par les deux parties n'a pas été pris en compte. En outre, lorsqu'en 2015 le gouvernement allemand, accusa le gouvernement Grec de ne pas acquitter ses dettes et de « vivre comme une cigale », l'histoire des dettes de guerre allemandes est revenue sur le devant de la scène, les grecs demandant alors aux allemands de balayer devant leur porte... D'autant que des relents racistes<sup>33</sup> n'étaient pas absents de certains des propos de W. Schäuble.

<sup>29</sup> En 2014, l'affaire « Lux-Leaks » révèle de manière détaillée l'organisation de l'exil fiscal de plus de 1 000 entreprises avec l'approbation de l'administration luxembourgeoise des impôts alors qu'il était premier ministre... Pour le quotidien *Les Échos*, l'enquête « a sapé une partie de la légitimité de Jean-Claude Juncker » ramené « à un rôle de grand ordonnateur de l'évasion fiscale »... En juillet 2016, la justice américaine atteste que Jean-Claude Juncker a rencontré en 2003 les responsables de la politique fiscale de la société Amazon avant l'installation de celle-ci au Luxembourg. Wikipédia.

<sup>30</sup> Interview de Vladimir Giacché par Romaric Godin, déjà citée.

<sup>31</sup> « V. Giacché : Vingt-sept ans après, l'Allemagne de l'Est ne s'est pas remise de son annexion par l'Ouest », autre interview déjà citée.

<sup>32</sup> Cf. l'annexe sur les dettes de Guerre allemandes.

<sup>33</sup> Le même Wolfgang Schäuble avait déclaré le 9 juillet 2015 : « Ces jours-ci, j'ai proposé à mon ami Jack Lew [son homologue états-unien] de prendre Porto Rico dans la zone Euro si les États-Unis étaient prêts à accepter la Grèce dans le système du dollar... » Dans la retransmission vidéo initiale de



### **Chronologie succincte de l'annexion**

- 9 novembre 1989. Les habitants de la RDA se voient offrir « 100 marks de bienvenue » dans le monde de la consommation occidentale lorsqu'ils franchissent massivement le mur entre les deux Allemagne.
- 26 novembre. L'Appel *Pour notre pays*, qui a recueilli 1 200 000 signatures, est lu à la radio par l'auteure Christa Wolf. Il affirme la nécessité de préserver l'indépendance de la République démocratique allemande pour « développer une alternative socialiste à la RFA » face aux conditions dictées par l'Ouest qui amèneraient « une braderie de nos valeurs matérielles et morales » et « tôt ou tard l'incorporation de la RDA à la RFA ».
- 7 janvier. Première séance de la « Table Ronde » composée par moitié de représentants du pouvoir en place en RDA et des mouvements civiques. Elle décide d'élaborer une nouvelle constitution qui devra être soumise à un référendum qui n'aura jamais lieu.
- 28 janvier 1990. Les élections législatives du 6 mai sont avancées au 18 mars par la « Table Ronde ». Cette accélération des événements sera un des éléments majeurs du processus d'annexion.
- **1<sup>er</sup> février.** Réunion à Berlin–Est des représentants de la coalition composée des partis conservateurs, des chrétiens démocrates et des libéraux pour fonder « l'Alliance pour l'Allemagne » qui sera approuvée par Helmut Kohl le 5 février.
- 6 février. À la suite de sondages donnant « l'Alliance pour l'Allemagne » perdante, Kohl promet l'introduction rapide du Mark de l'Ouest en RDA au taux de un pour un.
- **1<sup>er</sup> mars.** Création de la Treuhandanstalt. En vertu de l'article 23 de la « Loi fondamentale », Kohl se prononce pour une adhésion (des Landers inexistants) de la RDA sans adoption d'une nouvelle constitution alors que celle-ci était prévue par son article 146.
- **18 mars.** Victoire de « l'Alliance pour l'Allemagne » (coalition de « conservateurs et de libéraux ») qui obtient 48% des sièges de l'éphémère « Assemblée du peuple » à l'Est.
- 12 avril. Le gouvernement de coalition – dont sont exclus les opposants de la première heure et les mouvements civiques – rejette la proposition de constitution présentée par la table ronde et entame les transferts de souveraineté vers l'Ouest.
- 18 mai. Traité d'union monétaire, économique et sociale entre les deux parties. Il rend caduque une partie importante de la juridiction de l'Est.
- 17 juin. La « Chambre du Peuple » vote une deuxième loi qui transforme les buts de la Treuhandanstalt pour l'orienter vers la privatisation complète de l'économie de l'Est.
- Été 1990. Le ministre des finances Schäuble installe un cabinet au près de la « Treuhand » dans lequel siègent tous les plus grands cabinets d'audit internationaux.
- 1<sup>er</sup> juillet. Entrée en Vigueur du traité en vertu duquel les Marks sont échangés à un contre un, ce qui revient à réévaluer les prix de plus de 300% à l'Est en un seul jour.
- 22 juillet. Création des Länders à l'Est.
- 23 août. La Chambre du Peuple adhère à la « Loi fondamentale » en se passant de l'accord des nouveaux Länders.
- 31 août. Signature du « Traité d'unification » par Wolfgang Schäuble<sup>34</sup> et Günther Krause (condamné depuis dans diverses affaires de fraudes, évasions fiscales et financières comme la vente

---

cette conférence on voyait alors les hommes d'affaires et banquiers allemands s'esclaffer de rire en se tapant sur les cuisses, mais cette partie de la vidéo a rapidement été coupée...

<sup>34</sup> En 1994, alors qu'il n'est que membre du comité directeur fédéral de la CDU, Wolfgang Schäuble fait encaisser, sous un item comptable fallacieux, un chèque de cent mille marks du trafiquant d'armes Karlheinz Schreiber. Voir la suite de ses démêlés dans Wikipédia.

des aires d'autoroute de l'ancienne Allemagne de l'Est), selon lequel une commission constitutionnelle commune doit élaborer des propositions pour écrire une constitution en lieu et place de la « Loi Fondamentale » de l'Ouest. Le rapport remis en 1993 n'aura aucune suite.

- 12 septembre. Signature du « traité 2 + 4 » entre les deux Allemagne et les anciens alliés (USA, GB, Fr, URSS) qui aura un effet sur les dettes de guerre allemandes. D'autre part, contre une somme de 12 Mds de DM et 3Mds de crédit sans intérêt, Bonn négocie avec Moscou le retrait des 370 mille soldats soviétiques du territoire de la RDA.

- 20 septembre. Ratification du « Traité d'unification » par le Bundestag puis le lendemain par le Bundesrat.

- 28 septembre et 3 octobre : entrée en vigueur du « Traité d'unification » qui met à la retraite ou licencie près d'un million de fonctionnaires de la RDA<sup>35</sup> et privatise tout ce qui peut l'être. La réforme agraire créant les coopératives agricoles et certaines propriétés seront remises en cause sans indemnisations.

- 2 octobre : L'écrivain Günter Grass fait un discours intitulé « Une affaire en or, appelée RDA ».

### **Conclusion provisoire**

Lorsque l'on relit la chronologie des événements qui ont débouché sur ce qu'il faut bien appeler à minima l'Annexion de la RDA en 1990, les constatations suivantes viennent à l'esprit :

- Tout a été conclu rapidement, en une année, à partir d'octobre 1989. Comme ce processus s'est déroulé sur les bases comptables, économiques, juridiques et politiques du néolibéralisme dans lesquelles les institutions de la RFA étaient déjà versées, les instances de la RDA ont été pour ainsi dire triplement mises hors-jeu : du point de vue des techniques, des compétences disponibles et de la rapidité de mise en œuvre. C'est un scénario qui se répètera dans le conflit entre la Troïka de l'UE et le gouvernement Grec en 2015. La force de frappe Ouest-allemande, qui s'est adjointe les plus grands cabinets d'audit, lui a permis de mener une Blitzkrieg contre la RDA qui fut totalement dépassée.

- Les partis conservateurs de RFA qui étaient déjà bien organisés ont largement préempté les élections législatives à l'Est, d'autant qu'ils avaient les moyens financiers de mener une campagne électorale digne de ce nom, contrairement aux autres formations, surtout celles qui venaient d'être créées après la chute du mur. Comme par ailleurs ces partis conservateurs promettaient « la démocratie, un État de droit, le bien être pour tous et l'accès à la consommation », leur succès fut assuré.

- Malgré ses appels et ses réflexions, l'opposition interne de RDA est souvent restée dans un schéma politique dépassé qui consistait à trouver des compromis avec des dirigeants qui furent vite discrédités. Faute de propositions politiques de rupture et d'initiatives locales mobilisant la population en comités ad hoc, elle a été rapidement débordée par la dynamique de libéralisation installée par l'Ouest. Ainsi, les dissidents et l'opposition démocratique qui avaient risqué leurs vies dans l'opposition au stalinisme durant des années auront été les grands perdants de cette annexion. Cela aura des suites jusqu'à aujourd'hui, notamment dans la montée des extrême-droites depuis ces territoires.

- Cette annexion déconstruit un des grands contes de fées contemporain repris ad nauseam : le succès de ladite « réunification allemande ». Vladimiro Giacchè et d'autres auteurs montrent que la RDA de 1989 était certes une économie déclinante, mais qu'elle n'était pas en banqueroute comme l'ont prétendu les dirigeants ouest-allemands pour justifier cette annexion.

---

<sup>35</sup> Fritz Vilmar, Gislaine Guittard, *La Face cachée de l'unification allemande*, Paris, les Ed. de l'Atelier, 1999, p. 214.

- En échange des libertés politiques et du développement des infrastructures, la population est-allemande fut jetée dans les flots du néolibéralisme avec une pierre autour du cou dont elle a peine à se défaire encore aujourd'hui. À ce moment-là s'est inventé un nouveau mode de colonialisme, entre amis et à la pointe de la modernité, ce qui va permettre à l'orthodoxie néolibérale gagnante de s'imposer ensuite à toute l'Europe.

### **« Au xx<sup>e</sup> siècle, Berlin a été le roi de la dette<sup>36</sup> »**

« Au cours du siècle dernier, l'Allemagne s'est trouvée trois fois en faillite [...] expliquait l'historien de l'économie Albrecht Ritschl en 2011 dans un entretien avec l'hebdomadaire Der Spiegel de Hambourg. [...]

#### ***Que s'est-il passé exactement ?***

Entre 1924 et 1929, la république de Weimar a vécu à crédit et a même emprunté auprès des États-Unis l'argent dont elle avait besoin pour payer les réparations de la Première Guerre mondiale. Cette pyramide s'est effondrée pendant la crise de 1931. [...] Les dégâts ont été considérables aux États-Unis et l'effet a été dévastateur sur l'économie mondiale.

#### ***Il s'est produit la même chose après la Seconde Guerre mondiale,***

Sauf que les États-Unis [Wall Street] ont veillé à ce que l'on n'exige plus de l'Allemagne des réparations aussi exorbitantes. À quelques exceptions près, toutes les demandes ont été renvoyées à une future « réunification » des deux Allemagnes. C'est véritablement ce qui a sauvé l'Allemagne, cela a été le fondement du miracle économique qui a commencé dans les années 1950. Mais les victimes de l'occupation allemande ont dû renoncer aux réparations, y compris les Grecs. [...]

#### ***Pardon, un défaut [allemand en 1990] ?***

Oui, le chancelier d'alors, Helmut Kohl, a refusé d'appliquer l'Accord de Londres de 1953 sur les dettes extérieures de l'Allemagne, qui disposait que les réparations destinées à rembourser les dégâts causés pendant la Seconde Guerre mondiale devaient être versées en cas de réunification. [...] Les crédits prélevés de force dans les pays occupés pendant la Seconde Guerre mondiale et les frais liés à l'occupation [nazie] n'ont pas non plus été remboursés. A la Grèce non plus. [...] Et si l'Allemagne se trouvait contrainte de les honorer, nous y laisserions notre chemise. [...] »

### **« La dette allemande et l'Europe : une longue et drôle d'histoire<sup>37</sup> »**

#### ***1914 – 1918 là où l'histoire contemporaine commence à s'écrire***

[...] La "Grande Guerre" s'étant passée uniquement sur le territoire français et l'appareil productif allemand étant resté intact, [...] le paiement des réparations est fixé en 1921 à 132 Mds de marks, soit 2,8 fois le PIB allemand de 1913. Montant totalement insupportable [...] la dette allemande est rapidement effacée de 60 % et son paiement annuel ramené à 2 Mds de marks, soit un peu plus de 4 % du PIB. Montant qui ne fut payé qu'une année, car dès 1923 un moratoire fut déclaré : [...] Charles Dawes propose d'abaisser les annuités et d'assurer les paiements annuels via une série "d'emprunts Dawes" émis par l'Allemagne à 25 ans avec un taux d'intérêt de 7 %. [...] [Les annuités passent] de 2 Mds à 800 millions de marks. Ce montant s'avère rapidement une nouvelle fois trop lourd pour l'Allemagne lorsque la crise de 1929 se propage. Une nouvelle restructuration sous l'égide

<sup>36</sup> Extraits du Courrier international, 26 janvier 2015. <http://www.courrierinternational.com/article/2011/06/30/au-xxe-siecle-berlin-a-ete-le-roi-de-la-dette>

<sup>37</sup> Extraits des Echos du 5 juillet 2012. [http://archives.lesechos.fr/archives/cercle/2012/07/05/cercle\\_49375.htm](http://archives.lesechos.fr/archives/cercle/2012/07/05/cercle_49375.htm)

d'Owen Young (patron de General Electric) est nécessaire : le montant est encore réduit d'un tiers et le paiement est étalé sur 59 ans. Parallèlement à de nouvelles obligations, l'emprunt Young est émis, pour un montant de 1,2 Mds de marks à 5,5 % avec une maturité de 35 ans pour renflouer les caisses de la Banque centrale allemande.

[...] Pour suivre ces problématiques, la Banque des règlements internationaux [est créée... en Suisse, ce qui permettra de contourner tous les contrôles politiques]. Cette nouvelle restructuration des réparations ne peut de nouveau être payée et la France renonce en 1932 à tout paiement au titre des indemnités. Elle aura touché 17 % du montant prévu soit à peu près 7 mois de PIB allemand étalé sur 10 ans. [...]

### ***L'Histoire de la dette allemande et donc de l'aide, bien involontaire, de ses créanciers ne s'arrête cependant pas là.***

Les emprunts Dawes et Young courent toujours et dès 1934, l'arrivée d'Hitler au pouvoir, ajoutée aux réelles difficultés économiques, stoppe les paiements des obligations. Dix-neuf ans plus tard, en 1953, un nouveau traité est signé avec les Allemands, les obligations Dawes et Young sont échangées contre de nouvelles obligations avec un abandon de créance de 40 % et sont remboursées en 1969 [...], 50 ans après leur émission et avec un taux d'intérêt réduit – autour de 5 % pour une inflation à 10 % ! – sur un principal amputé donc de 40 %. [« le principal » de 132 Mds a été finalement réduit à 8,4 Mds...]

### ***Nouvelle ironie de l'histoire allemande et de sa dette***

Si les accords de 1953 prévoyaient bien le paiement des sommes dues jusqu'en 1945, la RFA refusait de payer les intérêts dus [...] sur la période de 1945 à 1952. L'argument était le suivant : il n'était pas question que la RFA paye seule des sommes partiellement dues par la RDA. Une clause prévoyait donc que ces sommes ne seraient payées qu'en cas de « réunification » de l'Allemagne. En 1990, l'Allemagne reprit donc les paiements, de nouveaux certificats représentatifs des intérêts impayés étant émis à un taux de 3 % (pour mémoire les taux étaient à plus de 10 % à l'époque) dont le montant en principal a été remboursé le 3 octobre 2010, près de 100 ans après la guerre [...]

### ***Les relations Greco-Allemandes ne sont pas des plus simples***

La conférence internationale de 1946 a condamné l'Allemagne à une indemnisation de 7 Mds de dollars au titre des dommages causés par l'occupation allemande de 1941 à 1944. L'Allemagne n'a jamais payé cette somme pour trois raisons officielles : la création de la RFA en 1949 et donc la discontinuité de l'État ; la « réunification » allemande de 1990 a été reconnue par la Grèce et a valeur de "traité de paix" [qui solderait tout] ; Athènes a reçu après-guerre des paiements en nature sous forme de "machines et matériels prélevés sur l'Allemagne nazie (des panzers ?)". La Grèce devrait proposer de payer les Allemands en séjours sur les îles et en huile d'olive. Augmentés du seul taux d'inflation, 7 Mds de dollars de 1946 valent 80 Mds de dollars. [...] »

### ***Commentaire***

Après 1945, les plans Marshall constituent un changement de paradigme dans l'attitude vis à vis des perdants : au lieu de les accabler de dommages de guerre inassumables comme à Versailles, Wall Street a très vite imposé une autre dynamique, celle des plans Dawes et Young (1924 et 1929), assortis de crédits à la reconstruction et d'un échange inégal permettant de gagner sur tous les plans (financier, économique, industriel et technologique)<sup>38</sup>.

---

<sup>38</sup> Autre source : « L'annulation de la dette allemande en 1953 versus le traitement réservé au Tiers Monde et à la Grèce », par Eric Toussaint qui a dirigé la commission parlementaire grecque chargée de l'audit de la dette. Blog Médiapart 4 août 2015.